



Introduction

Friedrich August von Hayek, l'économiste d'origine viennoise qu'on associe d'ordinaire à l'invention du « néolibéralisme », s'y retrouverait-il aujourd'hui ? S'il revenait hanter ce début de millénaire, l'infatigable promoteur du libéralisme de marché, l'homme pour qui une pincée de socialisation et un zeste d'étatisation débouchent toujours sur l'hydre totalitaire, se frotterait les yeux et n'y reconnaîtrait plus les siens. Qu'on en juge : les développements politiques et économiques des dernières années n'ont guère été conformes à la critique radicale de l'interventionnisme d'État que le néolibéralisme est censé proposer et mettre en œuvre. La socialisation des pertes bancaires titanesques de 2008-2009, les très coûteuses entreprises récentes de « restauration de la confiance », les prises de contrôle d'État sur des grandes institutions financières et autres ambitieux plans de « sauvetage », pour ne prendre que ces exemples, paraissent bien éloignés de cette ancienne « statophobie » selon laquelle, loin d'être la solution aux problèmes, « l'État [serait] le problème »^[1]. Autrement dit, et notamment depuis la crise de 2008, le néolibéralisme tend à devenir méconnaissable, si l'on continue du moins de le référer à ses postures historiques familières – et l'on serait d'ailleurs bien en peine de trouver un quelconque dirigeant politique disposé désormais à se déclarer néolibéral, même parmi les mieux convertis^[2]. Ce répertoire-là, en un mot, paraît désormais plus susceptible d'obscurcir les choses que de les éclairer.

La situation induite par la crise initialement nommée des « *subprimes* » incite donc à se demander, comme le fait Susan Watkins, « ce qui perdure du néolibéralisme, en tant que programme et en tant qu'idéologie, et ce qui appartient au passé »^[3]. La question a le mérite de nous plonger pleinement dans l'incertitude descriptive quant à la nature, aux caractéristiques, aux noms possibles qui pourraient être ceux de notre expérience historique contemporaine. Elle implique aussi (et ce, malgré les termes mêmes de sa formulation) le constat selon lequel le néolibéralisme n'est pas une idéologie : « il n'a jamais constitué une idéologie au sens le plus large – une *Weltanschauung* commune, capable d'interpréter la totalité de l'expérience humaine »^[4]. Par conséquent, l'après-2008 impose un travail d'identification des caractéristiques de la séquence en cours et, par là même, rappelle que les ingrédients historiques classiques du néolibéralisme se distribuent eux-mêmes dans des ruptures et des séquences distinctes, la présente n'étant alors que la dernière en date.

Éléments de périodisation

Toute périodisation est ici schématique, mais on peut s'accorder sur la succession de trois ou quatre phases distinctes depuis près d'un demi-siècle qu'aurait été pris ce « tournant » néolibéral, celui que la nébuleuse idéologique en question et les discours critiques la dénonçant travaillent à identifier. Une première phase, antérieure, est de gestation intellectuelle, à travers divers clubs de réflexion et d'élaboration stratégique, comme le fameux colloque Walter Lippmann de 1938 ou la rencontre fondatrice de la Société du Mont-Pèlerin, en Suisse en 1947. Une seconde phase est celle de la prise de pouvoir, de l'irruption brutale du néolibéralisme, dans les années 1970-1980, dans un climat de guerre

froide tardive : ce coup de force initial, pour un corps de doctrine encore minoritaire idéologiquement, passe par un mélange de dérégulation financière, de contrainte militaire et de première victoire politique, par la voie des tanks ou celle des urnes (Chili, Argentine, Grande-Bretagne, États-Unis), sur le fond d'un imaginaire inverse du « retour » national et axiologique et d'une éradication violente des forces sociales. Une troisième phase est marquée par le triomphalisme d'après la chute du mur de Berlin, par l'éclatement du bloc soviétique et l'entrée de la Chine dans l'OMC, moment d'expansion idéologique et d'apparente normalisation politique planétaire par le biais d'institutions transnationales sous hégémonie étatsunienne : c'est la longue phase des pleins pouvoirs et de la mise en place du régime d'accumulation flexible avec dévastation sociale et institutionnelle (les années 1980-1990), associée à un imaginaire radieux de l'allocation harmonieuse des ressources et des besoins, de la pacification par le marché, et de la subjectivité individuelle épanouie sous la bienveillance managériale (identité entrepreneuriale, émancipation par la concurrence, public management). Enfin, une quatrième phase, révélée par le désastre boursier de la fin 2008 mais démarrée plus tôt, commence par des effondrements économiques nationaux et régionaux au sud (Argentine, Asie du Sud-Est, Japon) et se poursuit au nord, et bientôt partout, par la crise massive du crédit puis de la dette dite « souveraine ». Il y a cette fois, à rebours des séquences précédentes, multiplication des déséquilibres financiers et crise structurelle, avec « désutopianisation » assumée et bricolage idéologique (retour à l'État, destruction des services sociaux, doctrine du désendettement à tout prix), soit un moment associé, quant à lui, à un imaginaire en négatif, au dogme minimal du moindre mal, de l'urgence comptable (contre l'horizon obstrué) et de la peur à endiguer d'urgence.

Cette proposition nécessairement sommaire de séquences temporelles en amont de notre conjoncture pourrait se compléter d'au moins trois autres découpes. La première recouvre les séquences que l'on vient de proposer dès lors que l'on peut y superposer deux discours de légitimation successifs, entre néolibéralisme libertarien et néolibéralisme sécuritaire : d'abord celui produit sur le mode utopique de réformes néolibérales garantes de plus d'« efficacité » économique, de plus de justice et de rationalité dans la reconnaissance des mérites et la distribution des richesses, et de moins de bureaucratie étatique ; puis, parce que ce dynamisme proclamé du capitalisme néolibéral a abouti, dans les faits, à une décélération globale massive de l'économie réelle, avec des niveaux de croissance quasi-nulle, voire négative depuis 2008, le discours entonné sur le mode de la punition (de l'endettement) et de la peur (de l'insécurité, du terrorisme), comme état psychosocial généralisé autorisant les réaffirmations d'un État fort et ouvertement coercitif.

Une seconde découpe est d'ordre spatial. Comme le rappelle utilement Aihwa Ong, le néolibéralisme est très différemment perçu et conçu selon l'endroit du monde où l'on se trouve. Au cours de la décennie d'émergence des économies asiatiques, les dirigeants politiques voyaient dans le « néolibéralisme américain » l'instrument pur et simple de domination des marchés par les États-Unis. Pour les opinions publiques elles-mêmes, le néolibéralisme était clairement affaire de « déréglementation des flux financiers, menaces sur les monnaies nationales et sur les conditions de vie » [5]. Sur un registre comparable, le « néolibéralisme sauvage », entre privatisation et introduction de normes concurrentielles, est devenu le nom de la domination nord-américaine en Amérique latine. La guerre en Irak (et les ressources pétrolières en jeu), comme beaucoup l'admettent désormais, a achevé de faire du néolibéralisme « un impérialisme capitaliste radicalisé de plus en plus étroitement dépendant d'interventions militaires illégales » [6]. Dans le même temps, « aux États-Unis, au contraire, le néolibéralisme fait rarement partie du discours populaire hors du milieu universitaire » [7] et n'existe qu'à travers un autre répertoire de catégories plus

Enfin, reste la distinction à faire entre, d'une part, le néolibéralisme dans ses dimensions macroéconomiques, dirigé contre l'État social d'après-guerre, ses grands secteurs publics et les organisations du monde du travail comme forces régulatrices, et, d'autre part, le néolibéralisme comme technique de gouvernement, individuelle et collective (ou individualisante et séparatrice), et comme technologie de subjectivation et d'intériorisation, visant à produire un « savoir-être » d'ensemble conforme aux normes de marché - on y reviendra.

Reste que, dans notre conjoncture actuelle, le néolibéralisme semble avoir pris un tour inédit, à la fois dans l'affirmation d'un certain type de retour à l'État (interventions macroéconomiques et production-gestion spatiale de territoires nationaux) et dans une activité de prescription tous azimuts de ce que devraient être les subjectivités conformes à la norme de marché. Ce néolibéralisme-là paraît donc se soucier tout particulièrement de socialiser les individus dans la langue du marché. Dans le contexte français, une telle préoccupation devient saillante lorsque l'ensemble du secteur éducatif public, par exemple, est traversé par de nouvelles priorités évaluatives, des thématiques entrepreneuriales et des pratiques de rationalisation budgétaire autour du principe de financement par « projet ». Dans ce cas, il n'est plus tant question de « libérer » des énergies, latentes mais bridées par les carcans bureaucratiques du « trop d'État », que de tenter de prescrire, de réguler, d'ordonner un ensemble de comportements. Ces comportements sont maintenant forgés dans et par une débauche d'activité administrative, elle-même intimement constitutive des exercices spirituels d'autojustification de personnes privées ou de salariés préparant leur dossier d'évaluation pour les multiples agences d'experts. Autrement dit, un certain classicisme des manifestations extérieures de conformité - tout un décorum néolibéral - est venu se substituer au romantisme des puissances créatrices spontanées, des pulsions naturellement harmonisantes, dont l'intériorité pittoresque serait en lutte contre la rationalité bureaucratique. Si le néolibéralisme était une église, on serait tenté de dire que les grandes questions doctrinales y ont été largement reléguées au second plan derrière les seules considérations cérémonielles et l'infini détail de leurs prescriptions quant au bon ordre des corps dans la grande mécanique de l'obéissance bienséante[8].

Nous en sommes revenus en tout cas, pour l'heure, à un État à l'interventionnisme assumé, que ce soit au niveau macroéconomique, celui des structures de gouvernance territoriale, ou au niveau de l'innovation bureaucratique dans les tentatives de micro-administration de l'intime. Le processus est d'ailleurs devenu suffisamment visible pour que l'on en vienne à en essayer diverses conceptualisations spécifiques : pour Susan Watkins, par exemple, on peut parler d'un « néolibéralisme régulé » ou d'un nouveau « libéralisme régulateur »[9], tandis que, de leur côté, Jamie Peck et Adam Tickell proposaient déjà en 2002 l'expression « *roll-out neoliberalism* » pour conceptualiser ce qu'ils estimaient être une phase nouvelle de renforcement des formes étatiques et interventionnistes, après la première phase de « *roll-back neoliberalism* », c'est-à-dire de remise en cause et de contraction forte de l'État social keynésien[10]. Ce nouvel étatisme néolibéral se distingue, comme le montre Aihwa Ong, par sa gestion spatiale de la citoyenneté et de la souveraineté. Ainsi, le néolibéralisme de dernière génération s'est fait, entre autres, producteur et administrateur d'espaces nationaux modulables, de citoyenneté flexible et de souveraineté différenciée, au gré des possibilités et des stratégies d'inscription dans les circulations instables du capital contemporain.

Si bien qu'on ne reconnaît plus la notion plus ou moins homogène de néolibéralisme façonnée depuis maintenant plusieurs décennies. Car de la théorie critique à l'histoire des idées, en passant par les sciences sociales et l'économie politique, le néolibéralisme fait l'objet d'une littérature profuse et d'une diversité d'approches (Michel Foucault, Naomi Klein, David Harvey, Wendy Brown, Pierre Dardot et Christian Laval, Serge Audier, François Denord, Mike Davis, Maurizio Lazzarato...[\[11\]](#)). Tout en reconnaissant son hétérogénéité idéologique, ces diverses approches ont en commun d'en faire, chacune à sa manière, une entité relativement homogène. Ce volume-ci se veut plus prudent, mais aussi plus ancré dans une mutation historique et des substrats sociaux, abordant le néolibéralisme moins comme un objet en soi qu'en tant que rapport entre un certain état historique des forces (économiques, politiques, culturelles) et leur représentation imaginaire. À rebours d'un certain déterminisme infrastructurel (pointant l'imprégnation des esprits) aussi bien que d'une approche par les macrostructures (obsédée par les lignes de force), la notion d'imaginaire néolibéral peut en effet s'avérer précieuse pour lever l'illusion intellectualiste d'un néolibéralisme homogène, *sui generis*, vu encore et toujours, malgré tout, comme un monolithe doctrinal. Il y a en effet, depuis près d'un demi-siècle, articulation serrée, et dialectique, d'un imaginaire et d'un mode de domination, d'un certain rapport des forces et de sa production discursive, mais aussi d'importantes évolutions internes, par à-coups et fuites en avant, qui invalident l'une après l'autre les approches « génétiques » du néolibéralisme, celles qui renvoient tout à sa genèse idéologique du milieu du XX^e siècle et à son corps de doctrines initial.

Autrement dit, depuis que la notion s'est généralisée, « néolibéralisme » semble promettre la saisie d'une situation historique dans sa totalité, le rapprochement quasi intuitif entre le « néolibéralisme » et la « mondialisation » étant sans doute l'indice le plus ordinaire de cette puissance de connexion systémique portée par le mot. L'attrait de la promesse et des attentes qu'elle a vocation à éveiller est aussi réel que valable : une compréhension, une grande vision paysagère enfin claire d'un tout enfin révélé à lui-même. Mais les risques et les écueils de cet océanisme notionnel sont aussi prévisibles, comme peut l'être le raccourci d'une course euphorique à travers champs (fût-il de maïs OGM). Le problème principal tient en l'occurrence, à l'homogénéité ou à la cohésion présumées d'un néolibéralisme parfois identifié à ses éléments emblématiques, qu'il s'agisse de figures intellectuelles ou politiques archétypales (Hayek et Milton Friedman, Margaret Thatcher et Ronald Reagan), de projets stratégiques (consensus de Washington, processus de Bologne, NAFTA – l'association de libre-échange nord-américaine), de programmes politiques nationaux (privatisations, déréglementation du crédit) ou de lieux communs moraux pour ainsi dire « officiels » (par exemple sur l'opposition binaire entre l'exemplarité de l'« entrepreneur » et la contre-exemplarité des « assistés »). Ces figures, projets, programmes ou lieux communs s'apparentent volontiers à une sorte de répertoire canonique de ce que serait le néolibéralisme depuis quarante ans. Les uns et les autres ne sauraient pourtant être tenus pour les lieux ultimes d'un fond idéologique et programmatique homogène du néolibéralisme. Comme s'il avait pu être d'emblée contenu, comme en substance, exhaustivement et de plus ou moins longue date, dans les écrits des « pères fondateurs », dans la littérature des *think tanks* ou dans le « thatchérisme », les « *reaganomics* » et l'école de Chicago, entre autres origines plus ou moins méconnues dont l'exhibition savante voudrait parfois passer pour le geste sauveur qui mettra fin à la hantise néolibérale.

La recherche d'une source originaire et canonique du néolibéralisme, pour être nécessaire,

pose au moins deux problèmes étroitement liés. Le premier est qu'elle trahit un penchant académique de retrouvailles avec une image savante de soi que l'on a préalablement projetée sur un horizon de problèmes pourtant hautement hétérogènes : toute cette affaire commence par une petite élite de gens de savoir, producteurs de discours sophistiqués et cohérents qui, à ce titre, « nous » ressemblent. Et l'on pourrait proposer une observation comparable pour des militants politiques qui trouveraient dans ce monde originaire savamment reconstruit du néolibéralisme la figure particulièrement aboutie de leurs propres intentions stratégiques collectives, minoritaires certes, mais peut-être promises, qui sait, au pathos d'une prise de pouvoir universelle. De ce point de vue, tout récit de la trajectoire de la Société du Mont-Pèlerin ou du colloque Walter Lippmann a peut-être aussi sa part plus ou moins secrète de griserie. Le deuxième problème est plus simple encore : si le néolibéralisme devait être effectivement conforme à cet ensemble d'origines et de traits stables, nous aurions alors au moins quelque raison d'en trouver le visage terriblement changé, voire de se demander ce qu'il en reste au bout du compte à l'heure d'une ré-étatatisation sécuritaire et financière stratégique et d'un tel opportunisme idéologique. Bref, le néolibéralisme ne se revendique pas et ne s'affiche pas, et les clichés de son moment classique ont passablement jauni. Mieux vaut alors, pour le saisir, souligner l'hétérogénéité de ses mises en œuvre étatistes contemporaines et la seule cohérence d'un hyper-opportunisme structurel que dicte la mobilité du capital dans ses effets de différenciation et de sélection des espaces de sa reproduction.

Et c'est bien ce qui relie les quatre périodes successives distinguées plus haut, chacune nécessitant, sur le plan du discours dominant, la production d'une certaine représentation générale, fût-elle partielle et truquée, qui permette de maintenir l'illusion d'ensemble au gré de ses variantes circonstancielles, et de ses contradictions patentes. Car, dans chaque période, l'imaginaire néolibéral fonctionne avant tout comme une opération de recouvrement de la réalité des rapports de production et comme un outil de fluidification narrative et doctrinale généralisée – il s'agit qu'un ensemble lâche de dogmes circule, imprègne, essaime, relie. Mais dans un tel recouvrement se jouent aussi le retour des refoulés, et les accommodements cauchemardesques de ce qu'engendre le capitalisme contemporain, et qu'il doit encore et encore mettre hors de lui-même dans une prolifération de dédouanements imaginaires (qu'il s'agisse du terrorisme réduit à des spécificités « civilisationnelles », des migrants en tant que « menace » quand ils sont la version la plus aboutie du travail sans droits, ou d'une délinquance financière qu'il faudrait continuer de comprendre comme autre chose que la simple norme).

Dans la phase actuelle, en tout cas, le roi est nu. Au terme d'un cycle de quatre décennies de mondialisation néolibérale, nous sommes loin de l'euphorie doctrinale initiale et de l'inventivité micronarrative des petits récits émancipateurs sur la réalisation de soi et la compétition libératrice : l'imaginaire néolibéral, s'il existe encore une entité homogène répondant à cette appellation, est surtout désormais un dispositif (culturel et idéologique) de production de peur et de généralisation de l'impuissance, voué à corseter les imaginaires au prétexte de l'absence d'alternative et à désarmer logiquement et épistémiquement ses éventuels adversaires, toujours-déjà inclus dans le périmètre post-utopique de ses modes de subjectivation : l'autonomie critique, l'initiative résistante, l'alternative équitable-durable-citoyenne partout vantée par les médias et la bonne conscience officielle opèrent en ce sens, non pas comme des antidotes ou des lieux de résistance, mais sur le mode même de l'imaginaire néolibéral, au nom de l'*agency* (l'initiative de l'action), de la responsabilité individuelle, de l'héroïsation du sujet et du dépassement de soi. On le sait : tout discours critique ou subversif déconnecté des pratiques sociales qui le soutenaient finit toujours, à plus ou moins brève échéance, par

venir renforcer de ses arguments et de sa belle énergie le Moloch même qu'il voulait renverser.

Espace, culture, violence

Si, en tout cas, imaginaire néolibéral il y a, il consiste dans l'agencement dialectique de plusieurs pôles, en une recomposition inédite par rapport à la phase tayloriste-moderniste antérieure, mais aussi par rapport à la pureté doctrinale des Hayek et consorts. Peut-être relève-t-il alors, pour poser une hypothèse actuelle, parmi d'autres possibles, de la triangulation de trois pôles : espace, culture, violence. Car l'imaginaire en question, tel que le portent ses idéologues les plus serviles aussi bien qu'un certain inconscient collectif contaminé, relève aussi, et peut-être avant tout, d'une légitimation nouvelle de la violence, en l'essentialisant et en la taisant, en l'extrayant du registre du relatif (du changement, du discours, de la représentation) pour l'assigner à un indicible nécessaire, et absolu. Tabou doxique (elle est condamnée par tous, sans que soit pensable désormais sa fonction historique) et notion exclusivement morale, la violence est présentée par un tel imaginaire comme inévitable, elle est par lui assourdie et naturalisée, et elle l'est au titre de sa capacité à organiser les corps en les juxtaposant dans l'espace et à imprégner les esprits en y diffusant une (omni)culture dépolitisante. L'imaginaire néolibéral est alors, dans un rapport synchronique aux quatre phases de l'histoire récente qu'on vient de dégager, une métamorphose de la violence du régime d'accumulation en seconde nature et en universel de substitution ; il devient alors le substrat mensonger d'un corps de prescriptions à géométrie variable, d'un ensemble normatif partout imposé dont l'ordre des préséances fluctue au gré des circonstances sociohistoriques. L'imaginaire néolibéral, dans cette logique, serait comme la dilatation et l'épanchement, l'expansion et la transsubstantiation permanentes (ou le « morphing », comme on le dit dans les films de science-fiction) de cette violence même, par la spatialisation de tous les rapports sociaux et le devenir culturel de toute la vie sociale : c'est bel et bien une opération imaginaire, au sens le plus complexe de ce terme, qui permet de naturaliser et de dépolitiser (ou d'essentialiser) la violence des rapports sociaux en procédant partout à leur spatialisation et à leur culturalisation, au prétexte que l'histoire nous aurait interdit d'en concevoir d'autres. Violence fatale mais voilée, condamnée mais déshistoricisée, naturalisée donc et dûment dépolitisée. Violence, surtout, que l'imaginaire néolibéral sous toutes ses formes présente ici comme nécessaire, cathartique au moins, rédemptrice au mieux : violence apodictique requise par l'évolution anthropologique comme par le désenchantement politique, sans qu'il soit même besoin d'associer celle-là à l'idée de progrès et celui-ci aux garde-fous de la démocratie représentative. C'est à la mesure de son absence rhétorique et de son voilement symbolique que la violence est ici la pierre de touche de tout l'édifice idéologique néolibéral.

Ainsi, derrière un certain imaginaire pacificateur qui nous chante depuis plusieurs décennies le sujet valeureux et son autonomie critique, le mythe se trouve déboulonné par la phase de mise en crise actuelle, et révélé comme ce qu'il a toujours été, la simple inversion des rapports sociaux réels. Derrière l'horizontalité apaisante de la vision, et les vertus supposées du « débat » et de la « diversité », il faut donc voir d'abord et avant tout l'imaginaire conquérant de la captation violente, de la destruction de toute alternative. Derrière la subjectivité épanouie, voir la négation de tout sujet. Derrière la communauté harmonieuse, l'anomie définitive. Et derrière la mondialisation libératrice, la domination à l'état brut, délestée cette fois pour de bon de tout projet, voire de tout principe - même illusoire - d'universalisme moral, normatif ou juridique. Preuve, s'il en fallait encore une,

d'une telle fonction de l'imaginaire néolibéral : le rôle central joué, dans la phase actuelle, par l'endettement et le discours du sacrifice, et par un rapport soudain resserré entre la modalité du crédit et l'aliénation sociale, un rapport fondateur de toute violence sociale qui dépasse les cycles historiques des rapports de production de l'ère moderne. Sous cet aspect aussi, celui de l'endettement infini et de la destruction des vies au prétexte du désendettement, l'imaginaire néolibéral cache mal, à moins qu'il ne révèle dialectiquement (de manière patente jusque dans certains films ou certains discours médiatiques), une reféodalisation rapide et profonde des rapports sociaux.

Si l'on veut conserver une telle triangulation, à laquelle encore une fois on peut substituer d'autres articulations (du moment qu'on aborde l'imaginaire en question comme un rapport, une circulation, une prise en écharpe), la violence naturalisée des rapports de production, qu'aucun compromis social ni aucune régulation étatique ne vient plus endiguer, a besoin d'une logique culturelle omniprésente et d'une contiguïté spatiale généralisée : autrement dit, si tout est culturel, et si tout rapport de force n'est plus qu'une juxtaposition dans l'espace de différences valorisées, la violence en question n'est plus l'excès regrettable d'un système imparfait, ou le dégât collatéral d'un agencement systématiquement harmonieux, mais tout simplement leur cause première, et leur moteur le plus sûr. Car sans aller jusqu'à explorer les enjeux psychanalytiques collectifs de la notion d'imaginaire, du côté du fameux triangle lacanien (imaginaire réel-symbolique) ni son rôle de conjuration des abîmes du Temps grâce à l'isomorphie des images, du côté cette fois des anthropologues ou des philosophes (Gaston Bachelard ou, plus récemment, Gilbert Durand[12]), il convient de rappeler qu'« imaginaire » renvoie ici à une zone de recoupement des phénomènes sociaux et des résonances subjectives, des substrats matériels et des affects, verbalisés ou non – une zone au sein de laquelle ont lieu ces opérations indispensables au maintien de l'ordre dominant, mais aussi à son improbable renversement, que sont l'intériorisation, la subjectivation, l'association émotionnelle et l'acceptation, ou non, de l'inacceptable.

En deçà, donc, d'une définition trop arrêtée, qui l'assignerait à une seule logique disciplinaire, l'imaginaire désigne ici cette fine membrane, passage et frontière à la fois, à travers laquelle entrent en résonance les circonstances objectives et les désordres subjectifs, les violences sociales et les déshérences intérieures, les forces historiques et les discours qui en figent l'élan. Et dans la pluralité – de thème, d'approche et de tonalité – des propositions ici rassemblées, c'est bien ce rôle de l'imaginaire qui est partout mis au jour, même quand la notion n'est pas explicitée : son rôle complexe de carrefour, ou de vecteur, pour la domination comme pour le changement social.

Parcours de lecture

D'où un ouvrage qui, s'il vise à cerner les spécificités de l'opération dite néolibérale, s'attache à les donner à voir dans leur flagrante diversité. Cet accent mis sur leur hétérogénéité constitutive éloigne nécessairement de toute tentative de saisie synthétique et monolithique. À rebours, le néolibéralisme et les configurations de l'imaginaire qui lui sont associées sont présentés ici à travers une série d'instantanés, ancrés dans des espaces, matériels et symboliques, distincts, et illustrant des situations empiriques variées.

Ce qui se donne à voir n'est donc pas un néolibéralisme désincarné, mais une multiplicité de mises en œuvre concrètes, telles qu'elles formatent et affectent les sujets, qu'il s'agisse des salariés de l'*open space* postfordiste, des « nounous » migrantes précaires des grandes

métropoles du capital, des « citoyens » de l'après-démocratie, des utilisateurs des réseaux sociaux, ou des écrivains et des enseignants à l'heure de la norme concurrentielle. Autant d'illustrations qui permettent de saisir, dans leur polyvalence comme dans leur cohérence, les stratégies non seulement de production, mais aussi de dissémination des images, des savoirs, des discours ainsi que des rapports sociaux et des postures relationnelles associés au triomphe de l'*homo œconomicus* et à l'hégémonie de l'identité entrepreneuriale.

S'il se lit donc comme une sorte d'inventaire (incomplet, bien sûr) des formes contemporaines de la domination, l'ensemble permet de dégager quelques points d'articulation systémique. En premier lieu, l'exposition de ces fragments disparates peut sembler rendre vaine toute tentative de leur associer un imaginaire unifié et stable. Les points de vue rassemblés ici permettent de comprendre à quel point il s'agit là précisément d'une particularité des dispositifs néolibéraux que de configurer un imaginaire malléable, adaptable, et qui tire sa puissance même de cette malléabilité. À travers cette diversité, on peut en outre percevoir l'ampleur effective de l'entreprise de normalisation généralisée des subjectivités qui caractérise la transformation néolibérale du monde. On entrevoit également l'ambivalence constitutive des divers mécanismes et processus de domination analysés dans les différents chapitres. Qu'il s'agisse de l'amitié, de l'autonomie, du geste démocratique ou littéraire, pour ne citer qu'eux, ces pratiques sont envisagées à la fois comme moteurs dans la production et la diffusion d'un imaginaire spécifiquement néolibéral et possible lieu d'une résistance aux postures individuelles et collectives qu'il valorise ou, tout au moins, comme point de départ d'une échappée vers d'autres horizons, une autre utopie.

En quoi consiste l'efficacité de l'imaginaire néolibéral ? Quelles formes cet imaginaire prend-il ? Quelles perspectives concrètes sont ouvertes à une critique qui viserait l'augmentation de la puissance de penser et d'agir de chacun considéré à la fois dans sa singularité et dans ses rapports à autrui, au commun ? Ces questions, posées en introduction du texte d'ouverture de ce recueil, informent l'ensemble des contributions ici rassemblées. Émanant de spécialistes provenant d'horizons disciplinaires divers, elles permettent de multiplier les points de vue et les angles d'attaque autour de cette notion d'imaginaire néolibéral.

En ouverture du volume, l'article d'André Tosel s'attache tout d'abord à délimiter, problématiser, motiver la notion même d'imaginaire néolibéral. Les contributions sont ensuite regroupées en quatre grandes sections qui explorent cet imaginaire sous l'angle, successivement, du rapport de pouvoir, du lien social, de la nouvelle raison managériale et, pour finir, de ce que peuvent encore y être l'écriture et la littérature. Qu'il s'agisse de la domination sociale, des affects ordinaires, des modes de gestion du salarié et de la personne ou des subjectivités littéraires, il s'agit de tenter d'identifier, chaque fois, les logiques à l'œuvre dans l'entreprise contemporaine de reconfiguration néolibérale et les façons dont elle affecte les sujets et la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes et du monde.

La première section s'intéresse au néolibéralisme en tant que rationalité politique. Quelle citoyenneté, quelle « volonté générale » nous sont proposées sous domination néolibérale ? Que veut encore dire « représenter » à l'ère des nouveaux impératifs de la « gouvernance mondiale » ? Chaque auteur répond à ces questions à partir de son propre ancrage. La politiste Wendy Brown montre comment la promesse de liberté se transforme, pour le « citoyen de marché », en injonction politique et économique au sacrifice. Le sociologue Christian Laval explique comment et pourquoi le néolibéralisme nous fait entrer dans un régime nouveau : celui de l'a-démocratie, dont il interroge les dimensions totalitaires. La

philosophe Michèle Cohen-Halimi convoque quant à elle Rousseau et son contractualisme « critique » pour envisager ce qui se passe quand l'inégalité néolibérale a rompu le ressort civil du commun et que le corps politique, comme aujourd'hui, se meurt.

La deuxième section envisage les affects – à la fois modalités sentimentales et modes d'affection – et le lien social en ce qu'ils auraient de spécifiquement néolibéral. Thierry Labica interroge l'existence de fondements matériels objectifs permettant, au-delà d'une utilisation métaphorique, de parler de « néoféodalisme » pour caractériser les rapports sociaux contemporains. Hourya Bentouhami s'intéresse à la puissance d'agir et aux possibilités concrètes de résistance des « nounous », groupe migrant subalterne situé au croisement d'une triple domination de classe, de race et de sexe. David Buxton analyse le rapport des réseaux sociaux au capitalisme contemporain et la « soumission active » dans laquelle ils placent, selon lui, leurs utilisateurs, devenus autant de « prosommateurs ». François Cusset, quant à lui, se demande quelle amitié on nous vend à l'ère du capitalisme avancé et quelle amitié lui opposer.

En guise d'intermède, on trouvera une réflexion illustrée de Harmut Rosa sur un motif transversal, commun aux différents espaces envisagés : le rapport au temps et à son accélération. La présentation « PowerPoint » (reproduite ici partiellement mais intégralement sur le site de La Dispute) peut se lire à la fois comme une volonté d'offrir une respiration dans la lecture, mais aussi comme un clin d'œil ironique à la diffusion des formats dominants, moyennant leur détournement critique.

La troisième section interroge le type de nouage entre savoir et pouvoir qui caractérise les prescriptions contemporaines en matière de comportement et d'organisation, de gestion des ressources humaines, d'économie universitaire de la connaissance et d'usages discursifs ambivalents dans le monde de l'entreprise. Comment les discours du management, des *think tanks* néolibéraux et autres entreprises de consultants affectent-ils profondément et durablement les modalités d'exercice du pouvoir mais aussi celles de la transmission des savoirs ? Pour répondre à cette question, Thomas Coutrot revient sur la « crise du travail » et interroge la spécificité des formes contemporaines de souffrance au travail. Catherine Liu montre comment les concepts et les savoirs formatés qui alimentent l'imaginaire néolibéral sont produits, y compris au cœur même du champ académique humaniste-critique. Peter Krapp interroge et illustre ce changement de paradigme, et le modèle nouveau des *think tanks*, à partir de l'exemple de l'enseignement supérieur états-unien. Véronique Rauline s'attache, quant à elle, à décrypter les discours réflexifs de locuteurs ordinaires sur la « novlangue managériale » et l'imaginaire linguistique contemporain qu'ils dessinent.

La quatrième section, au prétexte d'une digression vers le champ littéraire, se demande ce que signifient « créer », « exprimer », « narrer » face aux nouvelles formes de la gouvernementalité néolibérale et à l'injonction à l'épanouissement de soi. Quelle entreprise de normalisation des subjectivités dans une société du tout culturel, et quels gestes de résistance ? Lionel Ruffel, Yves Citton et Hugues Jallon apportent chacun des éléments de réponse, y donnant la parole à diverses pratiques contemporaines, qu'elles visent à écrire « sur », « contre », « dedans » ou « avec » la transformation néolibérale du monde.

L'ouvrage contribuera, on l'espère, à rendre visibles les multiples façons dont s'exerce la domination en régime néolibéral et à identifier les formes de violence spécifique qui l'accompagnent. Toutefois, le travail de cartographie mené ici, partiel et partial, répond d'abord à la volonté d'envisager la possibilité effective de contre-imaginaires. Chacun à leur façon et dans leur domaine de spécialité respectif, les auteurs ayant contribué à ce volume

adoptent une telle posture : pour entrevoir un ailleurs du néolibéralisme, il nous faut chercher à cerner au plus près les freins, passés, présents et à venir, à une telle bifurcation. Et les chercher dans nos propres représentations, nos propres pratiques, y compris critiques, savantes, militantes ou ordinaires. C'est aussi ce qui informe la démarche générale de l'ouvrage et, plus ou moins explicitement, des contributions qui le composent : si l'on propose bien ici une ou des tentatives de synthèse et de conceptualisation, on tient compte du profond malaise, éthique autant que logique, dans lequel sont plongées toutes les explications totalisantes ; il s'agit aussi dans ces pages de ne jamais sous-estimer l'insuffisance, par rapport à notre objet, de toute posture de surplomb, de ne pas oublier les risques que nous fait courir la tentation d'extériorité complète, et de rappeler la nécessité de toujours revenir « au ras du sol », d'adopter une démarche qui, dans les mots d'Hugues Jallon, « ne nous fera pas quitter l'air empoisonné que nous respirons », mais cherche à reconstituer « Un petit monde intensifié / immobilisé dans sa guerre intérieure »^[13].

Notes

[1] Ronald Reagan, « Discours d'investiture », janvier 1981.

[2] Il faut cependant reconnaître que le néolibéralisme ne s'est pas souvent – et ne s'est peut-être même jamais – politiquement annoncé sous son propre étendard. L'apologie du « mérite » individuel et les programmes de baisse d'impôts, le nationalisme, l'hindouisme ou le confucianisme, par exemple, ont généralement fait bien meilleure recette.

[3] Susan Watkins, « Paysages instables », éditorial de la *New Left Review*, janvier 2010, publié dans *Agone*, n° 49 (« Crise financière globale ou triomphe du capitalisme ? »), octobre 2012, p. 36-37.

[4] *Ibid.*

[5] Aihwa Ong, *Neoliberalism as Exception. Mutations in citizenship and sovereignty*, Duke University Press, Durham, 2006, p. 1.

[6] *Ibid.*

[7] *Ibid.*

[8] L'idée qu'une telle analogie puisse être limitée par la différence entre « autonomie » contemporaine et « hétéronomie » d'autrefois mérite quelque précaution : il faut croire que l'intériorisation subjective néolibérale doit elle-même être bien fragile et superficielle si l'on veut bien tenir compte de la somme de moyens coercitifs directs et indirects mobilisés pour ses mises en oeuvre et ses tentatives de maintien, plus productrices de souffrances avérées (au travail, notamment) que d'heureux petits soldats de l'entreprise de soi.

[9] Susan Watkins, « Paysages instables », art. cit., p. 43-44.

[10] Jamie Peck, Adam Tickell, « Neoliberalizing space », in Neil Brenner et Nick Theodore (dir.), *Spaces of Neoliberalism. Urban restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell, Oxford, 2003.

[11] Voir la bibliographie à la fin de cet ouvrage, p. 315.

À lire : un extrait de "Imaginaires du
néolibéralisme"

<https://www.contretemps.eu>

redaction

[12] Gilbert Durand, *Les Structures anthropologiques de l'imaginaire*, Dunod, Paris, 1993.

[13] Dans cet ouvrage, p. 313.

Image bandeau [via Wikimedia](#).